

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra
02/04/2025

AUSTRALIE – BREVES.....	1
L'accord de libre-échange UE-Australie de retour sur la table dans un contexte de guerre commerciale.....	1
Le DAFF dresse un état de bonne santé de l'agriculture australienne	2
Le secteur agricole américain saisit le momentum pour pousser ses priorités vis-à-vis de l'Australie.....	2
« Pas de solution magique » pour rééquilibrer les rapports de force entre grande distribution et agriculteurs	3
L'agriculture en baisse dans le budget fédéral	3
La chaîne Laurent Bakery rachetée par Bridor (groupe Le Guff) pour un montant d'environ AUD 650 M.....	4
AUSTRALIE – MICRO-BREVES	4
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	5
La Nouvelle-Zélande devrait produire un record de 200 millions de barquettes de kiwis en 2025.....	5
Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,4% en 12 mois (février)	5
La Nouvelle-Zélande et l'Inde lancent des négociations pour un accord de libre-échange	5
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	5

AUSTRALIE – BREVES

L'accord de libre-échange UE-Australie de retour sur la table dans un contexte de guerre commerciale

L'Ambassadeur de l'UE en Australie a appelé à la reprise rapide des discussions pour un accord de commerce UE-Australie, qu'il a qualifié de « no-brainer » dans le contexte de guerre commerciale généralisée initiée par les Etats-Unis. Il a rappelé que l'UE est un partenaire fiable respectant le droit et les traités. Les négociations avaient été

interrompues en octobre 2023, en raison de l'impossibilité de concilier les concessions européennes avec les demandes australiennes en matière agricole. L'Ambassadeur européen a indiqué que les agriculteurs de l'UE avaient alors, encore plus que leurs homologues australiens, exprimé leur opposition au projet d'accord. De son côté, et rappelant également l'importance de se rapprocher davantage dans le contexte turbulent créé par la guerre commerciale des Etats-Unis, l'opposition conservatrice australienne (Coalition)

s'est engagée à reprendre les négociations avec l'UE dès après les élections fédérales, si elle est élue ; elle a jugé nécessaire que l'UE fasse le premier pas, en augmentant ses concessions pour les produits agricoles australiens. [The Australian, Farmonline](#)

Le DAFF dresse un état de bonne santé de l'agriculture australienne

Le Département fédéral de l'agriculture a publié les chiffres 2025 de l'agriculture australienne. Il relève que, développée sur 426 Mha (55% du territoire), elle a bénéficié de conditions climatiques très favorables dans les dernières années et réalisé des productions records. La valeur brute de production a augmenté de 30% dans les 20 dernières années pour atteindre AUD 88,3 Md en 2023-24, troisième plus haut résultat ; pour autant, la productivité est devenue plus volatile et sa croissance a ralenti. La valeur brute provient à 39% des productions animales, à 35% des grandes cultures, à 19% des fruits et légumes (dont fruits à coques) et à 7% des pêcheries et de la foresterie. En volume, la production a évolué dans les 50 dernières années pour provenir, en proportion, davantage des fruits et légumes (+73%), des oléo-protéagineux (+600%), et de la viande et animaux vifs (+25%), au détriment de la laine et des grandes cultures hors céréales. Les exports se maintiennent à environ 70% de la production en valeur, en priorité vers Chine, Indonésie, Etats-Unis, Corée et Japon. [DAFF](#)

Le secteur agricole américain saisit le momentum pour pousser ses priorités vis-à-vis de l'Australie

Dans un contexte déjà tendu par la promesse du Président Trump de droits sur les produits agricoles « externes » à partir du 02 avril (*Liberation Day*), les filières agricoles américaines ont attaqué l'Australie. Produisant un rapport alimentant le *US Trade Representative's 2025 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, le secteur américain a listé ses griefs contre l'Australie. D'une manière générale, il accuse celle-ci de bénéficier de l'accord de commerce le plus déséquilibré et injuste conclu par les Etats-Unis, et de ne montrer

aucune ouverture à des rééquilibrages. Plus précisément, il reproche à l'Australie :

- De faire traîner depuis 21 ans la demande d'accès au marché pour des viandes bovines américaines, en raison d'un cas atypique d'ESB mais en dépit des règles de l'OMSA ; le secteur australien a fermement écarté tout abaissement des règles de biosécurité ;
- D'exporter massivement de la viande de bœuf aux Etats-Unis grâce à des contingents élevés (quota de 400 000 t, sachant que 395 000 t ont été utilisés en 2024, majoritairement pour du steak haché), sans réciprocité ; le secteur américain a appelé à réviser ces contingents à la baisse ;
- De créer une concurrence déloyale sur le bœuf Wagyu, porté par un faible dollar australien ; un membre du Congrès américain (et rancher) a proposé une taxe de 70% sur le Wagyu australien ;
- De freiner l'accès au marché australien pour la viande de porc américaine crue destinée à la transformation, en raison de conditions de biosécurité trop strictes ;
- D'appliquer une *Wine Equalization Tax* sur le vin (29% sur les prix de vente en gros sur le marché australien, mais avec un rabais possible jusqu'à AUD 400 000 pour les vignerons australiens), qui pénalise les vins importés ;
- D'appliquer des conditions de biosécurité exagérées sur les agrumes et les myrtilles, soulignant que certaines négociations d'accès au marché australien sont en cours depuis 20 ans ;
- D'exercer une concurrence déloyale sur le gluten : 85% du gluten australien est exporté vers les USA (AUD 303 M en 2023) pour l'agro-industrie ; le secteur américain a appelé à le taxer.

Dans ce contexte, le secteur agricole australien tente d'anticiper les effets de la politique commerciale américaine, et met actuellement l'accent sur deux enjeux. Celui du fret maritime d'abord : *Shipping Australia* s'inquiète des effets des possibles sanctions des Etats-Unis contre les

navires liés à la Chine débarquant en ports américains; ces sanctions pourraient ajouter jusqu'à 35% de coût aux exports australiens, les rendant non compétitifs; mais rendant également les exports américains non compétitifs (notamment grains) possiblement au bénéfice des exports australiens. Sur le canola ensuite, le ralentissement des exports canadiens suite à l'imposition de droits de douane sur les marchés américain (canola) et chinois (huile et aliment animal) produit des effets faisant chuter les prix des exports australiens. Le secteur laitier australien, quant à lui, se prépare à prendre des parts de marché au Mexique, où les produits laitiers américains devraient perdre en compétitivité. [SMH](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [The Australian](#), [SMH](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#)

« Pas de solution magique » pour rééquilibrer les rapports de force entre grande distribution et agriculteurs

L'*Australian Competition and Consumer Commission* (ACCC) a remis un rapport suite à une enquête visant les principaux acteurs de la grande distribution et leurs pratiques vis-à-vis de leurs fournisseurs producteurs. L'autorité indique qu'il n'existe pas de « silver bullet » mais rappelle l'utilité de rendre obligatoire le Code de conduite pour les produits alimentaires, et de le doter de pénalités. Les deux groupes principaux (Woolworths et Coles) ont reconnu qu'ils devraient être plus transparents vis-à-vis des producteurs, sans aller jusqu'à dévoiler leurs prix d'achat à la concurrence. D'après l'ACCC, les plus gros opérateurs de la grande distribution en Australie sont parmi les plus profitables au monde, compte tenu de la concentration du marché domestique : leurs marges sont de 35% sur les pommes, 43% sur les pommes de terre, 34% sur le porc, 38% sur les concombres... L'autorité n'a pour autant pas conclu que les deux principaux opérateurs formaient un duopole. Suite à la remise du rapport, le Gouvernement a promis un renforcement de AUD 30 M du budget de l'ACCC, et un financement de AUD 2,9 M sur 3 ans pour aider les organisations professionnelles à former leurs

adhérents producteurs sur leurs droits vis-à-vis du Code de conduite. [Farmonline](#), [ABC](#), [Minister Collins](#), [NFF](#)

L'agriculture en baisse dans le budget fédéral

Le projet de budget fédéral a été déposé par le Ministre du budget le 25 mars. Il attribue AUD 4,4 Md au secteur de l'agriculture, de la forêt et de la pêche pour l'année financière 2025-26 (contre AUD 4,5 Md en 2024-25), en diminution ensuite jusqu'à AUD 3,2 Md en 2028-29. Cette diminution est principalement due à une enveloppe décroissante pour la mise en œuvre du plan de bassin Murray-Darling (achats d'eau), qui passe de AUD 1,3 Md à AUD 0,3 Md sur la période. Les grandes lignes du budget concernent l'administration (AUD 1,4 Md), le plan de bassin Murray-Darling (AUD 1,3 Md), le soutien à la R&I dans les filières (AUD 1,3 Md), et l'assistance en milieu rural notamment pour soutenir les familles en difficulté financière (AUD 0,4 Md). Parmi les nouvelles mesures, AUD 24 M sont alloués au soutien à des événements agricoles d'ampleur promouvant le secteur (dont AUD 12 M pour *Beef Australia*). AUD 38,8 M sont accordés à l'ACCC pour intensifier ses enquêtes sur les pratiques commerciales illégales de la grande distribution, notamment vis-à-vis de ses fournisseurs. Le droit d'accise pour la bière sera gelé pendant 2 ans. AUD 3,5 M sont fléchés vers une stratégie nationale de sécurité alimentaire. AUD 3 M supplémentaires seront accordés au programme de protection de la raie maugéenne (impactée par la salmoniculture). Et l'exemption de déduction de dépréciation pour des équipements acquis de AUD 20 000 et moins (drones, caméras...) passe à un seuil de AUD 1 000. La *National Farmers Federation* s'est exprimée pour reconnaître l'intérêt des nouvelles mesures mais surtout pour regretter que le budget ne soit pas à la hauteur pour réaliser tout le potentiel du secteur agricole. Les principales demandes du secteur agricole sont de développer les infrastructures et l'hébergement en zone rurale, d'améliorer la connectivité, de réduire les contraintes réglementaires, de financer davantage la biosécurité et de faciliter l'accès à la main d'œuvre. [AFR](#), [Budget 2025-26](#), [Budget 2024-25](#), [NFF](#), [Farmonline](#), [Budget DAFF](#), [Farmonline](#)

La chaîne Laurent Bakery rachetée par Bridor (groupe Le Guff) pour un montant d'environ AUD 650 M

La chaîne produit des gâteaux, des viennoiseries et des pains à la française, qui sont vendus par 15 magasins de Melbourne mais aussi en exclusivité

dans plus de 1000 supermarchés en Australie, Nouvelle-Zélande et à Singapour. Le fondateur, le Français Laurent Boillon, a importé en Australie le pain au levain dans les années 1990. [AFR](#), [Inside Retail](#)

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- D'importantes [inondations](#) sont en cours dans l'ouest du Queensland et dans le nord du New South Wales en répercussion de l'ex-cyclone tropical Dianne, provoquant d'importants dégâts et la perte de plus de [100 000 têtes de bétail](#). Jusqu'à 602mm de précipitations ont été enregistrés en une semaine dans certaines zones.
- La Coalition (opposition) s'est engagée à mettre en place une taxe au container si elle remporte les prochaines élections fédérales le 3 mai, comme moyen de financer durablement la politique de [biosécurité](#). Cette proposition reprend la demande du secteur agricole, et est une alternative à la taxe biosécurité imaginée par le Parti travailliste, finalement annulée début 2025 face à l'opposition des agriculteurs. La taxe devrait générer un revenu de AUD 325 M sur 3 ans.
- Le cheptel bovin [allaitant](#) australien devrait poursuivre sa dynamique de décapitalisation (28,9 millions de têtes en 2027 contre 30,6 millions de têtes en 2024), mais les volumes et valeurs exportés devraient se maintenir à haut niveau grâce à des gains de productivité.
- Le poids moyen des carcasses d'[ovins](#) augmente tendanciellement, en accord avec la demande notamment américaine : 24 kg actuellement pour l'agneau avec projection à 24,7 kg en 2027 ; 25,5 kg pour le mouton en 2025 avec projection à 26,4 kg en 2027. En accord, davantage d'ovins sont engraisés : 15% des ovins ont passé au moins 35 jours en parc d'engraissement cette année, contre 8% en 2023.
- L'Australie s'inquiète suite à la détection d'un virus de grippe aviaire [H5N1](#) sur une brebis au Royaume-Uni.
- 140 bovins sont morts de [soif](#) dans le Queensland lors d'un long week-end, sur une parcelle de l'exploitation de l'AACO (Australian Agricultural Company) dont le robinet d'eau était malencontreusement fermé.
- La viande ovine australienne bénéficie de deux effets augmentant sa présence sur le marché [britannique](#) : une baisse de la production et du cheptel domestiques (à son plus bas niveau historique), et une baisse des exports néo-zélandais. Les exports australiens ont considérablement augmenté depuis l'entrée en vigueur en 2023 de l'accord de libre-échange conclu avec le Royaume-Uni.
- La filière australienne du grain et l'Académie [chinoise](#) NAFRA ont signé un MoU de coopération en matière de recherche, avec une priorité sur la qualité du grain, la transformation, et la sécurité alimentaire. Une des pistes de recherche concerne la transformation des mélanges de grains australiens et chinois.

- La filière viticole de [Tasmanie](#) anticipe une récolte record, après plusieurs années de rendements inférieurs à la moyenne.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

La Nouvelle-Zélande devrait produire un record de 200 millions de barquettes de kiwis en 2025

Après une production d'environ 160 millions de barquettes par an sur la période 2020-2023, et 195 millions de barquettes en 2024, cette valeur pour 2025 est le record historique. Le premier des 61 navires de la saison est parti en mars, à destination de Shanghai, chargé de 5 400 t de Sungold et 16 containers de RubyRed. Ce navire a utilisé un biocarburant produit à partir d'huiles de cuisson. C'est une étape importante pour la coopérative, dont 40% des émissions proviennent du transport, vers plus de 50 marchés d'exportation. La tendance attendue est une production de 228 millions de barquettes en 2029. [NZKGI](#), [Farmers Weekly](#), [Zespri](#), [Zespri](#), [Farmers Weekly](#)

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,4% en 12 mois (février)

La hausse des prix de l'alimentation est revenue à des niveaux usuels, loin des pics de début 2023 (+12,5% en 12 mois à avril 2023). Les principaux produits ayant conduit cette hausse ont été le lait

(NZD 4,55/2L soit +15,5%), le beurre (NZD 7,32/500g soit +63,3%), et l'huile d'olive. A l'inverse, les prix des pommes de terre et des oignons ont baissé. [Stats NZ](#)

La Nouvelle-Zélande et l'Inde lancent des négociations pour un accord de libre-échange

Les deux pays ont lancé des négociations formelles le 17 mars, qui commenceront dès le mois d'avril. L'engagement de négociations avec l'Inde était une promesse de campagne de la Coalition au pouvoir, qui a fixé l'objectif de doubler les exports du pays en 10 ans. La filière néo-zélandaise de la viande ovine a salué cette étape. En parallèle de ces négociations, la Nouvelle-Zélande et l'Inde ont signé des MoU renforçant la coopération en matière forestière ainsi que dans les fruits et légumes (formation, échanges techniques, partage d'expertise...). [Beehive](#), [BLNZ](#), [Beehive](#), [Beehive](#)

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- La Nouvelle-Zélande se prépare à l'exigence de [Singapour](#), à partir de l'année prochaine, de faire rapporter par les entreprises cotées de la cité-Etat les émissions de leur chaîne d'approvisionnement. Cette exigence fait partie du Green Plan 2030 de Singapour, avec qui la Nouvelle-Zélande a un commerce de NZD 6,5 Md.
- Alors que la consultation publique sur le projet de [loi](#) étendant les possibilités de recours aux [OGM](#) s'est échouée, recueillant 15 000 contributions, le sentiment du secteur agricole néo-zélandais reste défavorable : 74,3% des agriculteurs interrogés estiment que les technologies génétiques ne bénéficieront pas au secteur agricole du pays, cela majoritairement en raison d'une crainte de risque réputationnel. La coopérative [Fonterra](#) a exprimé ses craintes quant à la déréglementation (qui exemptera de nombreux OGM donc impossibles à retracer), à la faible place laissée à la consultation

publique, à l'insuffisante évaluation des impacts commerciaux potentiels, et à l'alignement sur des réglementations étrangères (australienne en particulier).

- Un apprenti néo-zélandais a obtenu la 3^{ème} place au *World Champion Butcher Apprentice* qui s'est déroulé à Paris fin mars.
- *New Zealand Food Safety* envisage de rehausser les limites maximales de résidu (LMR) pour le [glyphosate](#), fixées au moment de l'enregistrement du produit, pour les porter à 10 mg/kg en blé, orge et avoine, et à 6 mg/kg pour les pois secs (contre un niveau unique de 0,1 mg/kg actuellement).
- *Global AgriTrends* estime possible que la [guerre commerciale](#) initiée par les Etats-Unis, poussant vers le haut les prix de la viande rouge, bénéficie aux éleveurs et exportateurs néo-zélandais. L'organisation juge que des droits de douane de 4-8% à l'entrée du marché américain seraient gérables, mais bloquants autour de 25%.
- Le projet de loi sur l'allocation des [contingents](#) tarifaires à l'export pour les produits laitiers entrera en vigueur au 1^{er} mai. Elle concerne les quotas à l'entrée de la République Dominicaine, de l'UE, du Japon, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ; et permettra une attribution optimale permettant de générer un maximum de valeur.
- Des chercheurs de l'Université d'Otago et de l'Université de Canterbury ont interpellé le Conseil régional de Canterbury sur l'augmentation de la teneur en [nitrates](#) des eaux douces malgré les efforts entrepris, et recommandé une enquête sur de possibles conflits d'intérêt au sein du Conseil régional. La concentration dans les eaux a particulièrement augmenté à partir du moment où le Conseil a autorisé les canaux d'irrigation à traverser les parcelles de pâturage pour alimenter les pivots. La concentration maximale autorisée pour l'eau potable en Nouvelle-Zélande est identique à celle prévalant en France : 50 mg/L de NO₃ soit 11,3 mg/L de NO₃-N.
- [Zespri](#) reconduit pour 2025 son financement annuel de NZD 2 M au [Zespri Innovation Fund](#), qui soutient des innovateurs proposant des solutions de décarbonation. En 2024, l'appel a reçu 124 candidatures, majoritairement sur des projets d'automatisation, de qualité des fruits, d'emballage, de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement ; 51% de ces projets ont été déposés par des entreprises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)